

## COMMERCE EXTÉRIEUR

# Les échanges avec l'Europe ont augmenté de 10 milliards d'euros en 2011

**Le tableau statistique établi par l'Office statistique des communautés européennes, mis en ligne jeudi dernier, décortique les échanges de l'Union européenne et ses partenaires à travers 97 groupes de produits (biens marchands). Ci-après la structure des importations et des exportations algériennes.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -**

Le volume global des échanges commerciaux avec l'Europe des 27 en 2011 a atteint près de 45 milliards d'euros (35,8 milliards d'euros en 2010), dont 17,5 milliards d'importations. Cela indique un excédent de la balance commerciale de 10 milliards d'euros et dégage un taux de couverture des importations par les exportations de 162 %. Comparativement à 2010, le volume des échanges a augmenté de manière significative, soit de 10 milliards d'euros.

La balance commerciale a enregistré un excédent de 10,6 milliards. Nos exportations hors hydrocarbures qui ont augmenté pendant la même période de 580 millions d'euros en 2010 à 700 millions d'euros en 2011 ne représentent que 2,5% du volume global de nos ventes à l'étranger (2,2% en 2009 pour 390 millions d'euros, 2,8% en 2010, 2,52% en 2011).

Notre principal client à l'intérieur de cette région économique reste l'Italie avec 8,3 milliards d'euros en 2011 (30%) suivie de l'Espagne avec 5,6 milliards (20%), la France avec 4,4 milliards (16%), les Pays-Bas avec 2,5 milliards (9%), l'Allemagne avec 2 milliards (7%), le Royaume-Uni avec 1,7 milliard (6 %) et la Belgique avec 1,4 milliard (5%). L'Estonie et la Slovaquie n'achètent rien chez nous. La Finlande, la Lituanie et Luxembourg n'achètent presque rien.

## Importations

Nous importons tout, y compris les hydrocarbures (868 millions

d'euros en 2011, 620 en 2010).

Les factures les plus salées : la facture alimentaire avec 3 milliards d'euros dont 1,6 milliard de céréales et 575 millions de laits et produits laitiers, le groupe de produits «chaudières, machines, appareils et engins mécaniques et parties de ces machines et appareils» pour 2,8 milliards d'euros, «fonte, fer, acier et ouvrages en ces matières» pour 2,35 milliards d'euros, «voitures automobiles, tracteurs, cycles, véhicules terrestres, leurs parties et accessoires» pour 1,9 milliard d'euros, «machines appareils et matériels électriques et leurs parties, appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, parties et accessoires de ces appareils» pour un peu plus d'un milliard d'euros, les produits pharmaceutiques pour un montant de 956 millions d'euros.

## Exportations

Hors hydrocarbures (27 milliards d'euros dont 10,2 milliards d'euros de gaz), nous exportons d'autres matières premières, des produits agricoles et autres produits agricoles transformés et des produits de la pêche. En termes de chiffres, nous avons exporté l'équivalent de 78 millions d'euros en «sucre et sucreries», 13,2 millions en «fruits comestibles, écorces d'agrumes et de melon», 8 millions d'euros en «poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques» (ce groupe de produits est totalement exonéré des taxes à l'entrée sur le marché européen), 3,2 mil-



Photo : Samir Sid

**Les importations ont augmenté de 2 milliards d'euros par rapport à 2010.**

lions d'euros de «légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires», 3 millions en «graines et fruits oléagineux, graines, semences et fruits divers, plantes industrielles et médicinales, pailles et fourrages», 3 millions d'euros en «boissons, liquides alcooliques et vinaigres», 2,3 millions en «graisses et huiles animales ou végétales, produits de leur dissociation ; graisses alimentaires élaborées, cires d'origine ani-

male ou végétale», 2,2 millions de «cacao et ses préparations» et un 1,8 million de «tabac et succédanés de tabac fabriqués». En tout et pour tout, 116 millions de produits agricoles.

Nous avons également exporté l'équivalent de 282 millions de «produits chimiques inorganiques, composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux de

terres rares ou d'isotopes», 70,9 millions de «sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciments», 28,4 millions de «produits chimiques organiques», 27,9 millions d'euros de «zinc et ouvrages en zinc», 24,8 millions en produits du groupe «chaudières, machines, appareils et engins mécaniques et parties de ces machines et appareils», 15,8 millions de «verre et ouvrages en verre», 15,4 millions en «cuivre et ouvrages en cuivre», 14,5 millions de «peaux et cuirs», 13,5 millions de «fonte, fer et acier, ouvrages en fonte, fer et acier», 7,9 millions de «perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières, bijouterie de fantaisie et monnaies», 5,3 millions de «minerais, scories et cendres», 4,8 millions d'aluminium et ouvrages en aluminium, 3,7 millions en «liège et ouvrages en liège», 2,2 millions de «produits divers des industries chimiques», 1,5 million d'«ouvrages en pierres, plâtres, ciments, amiante, mica ou matières analogues» et 1,4 million de «plomb et ouvrages en plomb».

L. H.

## C'est à cause de la hausse des prix du pétrole

C'est la facture des hydrocarbures qui a gonflé la valeur des échanges avec l'Union européenne bien que les importations algériennes aient également augmenté de 2 milliards d'euros par rapport à 2010. Les prix du pétrole se sont stabilisés à plus de 100 dollars le baril durant l'année 2011.

Pour la même quantité d'hydrocarbures ou presque (55 millions de tonnes en 2011/ 53 millions de tonnes en 2010), les Européens ont payé 7 milliards d'euros de plus-value en 2011. Comparativement à 2010, et à titre d'exemple, les échanges avec l'Allemagne et le Royaume-Uni ont doublé. Et c'est dû uniquement à la facture des hydrocarbures qu'importent ces deux géants européens de l'Algérie. Nos exportations hors hydrocarbures vers

l'Europe des 27, par contre, ont augmenté de 120 millions, tirées essentiellement par les produits agroalimentaires. A elles seules, les ventes de sucre se sont multipliées par 20 comparativement à 2010 (de 4,3 millions à 78 millions). En somme, les produits agricoles et agroalimentaires sont passés de 33,5 millions en 2010 à 116 millions en 2011. De même que la hausse des importations en provenance de l'Europe est due aux achats des produits agroalimentaires.

En 2011, l'Algérie a importé 6,5 millions de tonnes de céréales principalement de la France contre 4,5 en 2010. La facture de ces denrées alimentaires a ainsi doublé de 700 millions d'euros en 2010 à 1,6 milliard d'euros en 2011.

L. H.

## LES DISCUSSIONS SE POURSUIVANT AVEC VIMPELCOM

# L'Algérie devra dévoiler le prix de cession, selon Djoudi

**L'Algérie qui négocie actuellement l'acquisition de l'opérateur mobile Djezzy devra dévoiler le prix de cession, même en cas d'accord avec le propriétaire russe Vimpelcom.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** C'est ce que le ministre des Finances a indiqué jeudi dernier, au siège du Conseil de la nation, en marge d'une séance de questions orales. Certes, les deux parties, le propriétaire russe d'Orascom Télécom Algérie (OTA) et le ministère algérien des Finances, mandaté, poursuivent encore leurs discussions sur le prix de cession, affirme Karim Djoudi, rappelant que chacune des deux parties a déjà finalisé l'évaluation de la société.

Néanmoins, il a clairement démenti le fait que les deux parties se soient déjà entendues sur un prix précis, refusant les montants avancés ici et là. Et d'autant que, rappelle-t-il, la divulgation du prix de cession relève d'un accord commun et même si Vimpelcom a toute latitude de divulguer ce prix. Toutefois, le ministre des Finances a précisé que l'Algérie devra

dévoiler ce prix puisqu'il faudra l'«inscrire» dans le budget. Or, les redressements fiscaux successifs, voire l'amende judiciaire pour infraction à la réglementation des changes et fixée à 1,3 milliard de dollars, imposés à OTA, devraient impacter sur les discussions et sur le coût de cession.

## L'inflation serait plus importante si...

Par ailleurs, Karim Djoudi a lié la problématique de la hausse des prix, notamment des produits alimentaires, tant à un problème d'organisation des marchés qu'au déséquilibre entre l'offre encore insuffisante et la demande boostée par l'amélioration des revenus, outre la hausse des cours mondiaux. Pourtant, les pouvoirs publics entendent ramener l'inflation à 4% à la fin de l'exercice, affirme le ministre des Finances, tant par le biais de la politique monétaire de la Banque d'Algérie, la stérilisation de l'importante épargne que par l'action budgétaire de l'Etat. Et notamment à travers la subvention des produits de première nécessité, dans le but de stabiliser les prix, relève le ministre.

A ce propos, Karim Djoudi a indiqué que la politique de subvention se poursuivra, la facture pour l'exercice en cours étant chiffrée à 150 milliards de dinars. Or, cette facture pourrait augmenter, si les facteurs à l'origine de l'inflation perdurent, relève le premier argentier. Comme l'inflation serait plus importante s'il n'y avait pas les subventions, dira-t-il.

D'autre part, le ministre des Finances a estimé que la sécurité financière du pays est garantie à terme, grâce aux importantes réserves financières, bancaires et d'épargne des ménages (quelque 2 000 milliards de dinars dont 40% déposés à la CNEP) disponibles localement, le faible niveau de l'endettement public...

A charge cependant, et en paraphrasant Karim Djoudi, que la reprise de la croissance économique mondiale soit effective, généralisée, non pas seulement liée à une politique d'austérité budgétaire (réduction des déficits et de l'endettement) comme en Europe, et qu'elle impacte positivement sur la demande énergétique et sur le commerce extérieur.

C. B.

## PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ÂGÉES

# L'accueil coûte 1 400 dinars par personne

L'accueil d'une personne âgée dans un centre coûte 1 400 dinars. C'est ce qu'a indiqué, le ministre de la Solidarité nationale et de la Famille, jeudi dernier au siège du Conseil de la nation lors d'une séance de questions orales. Selon Saïd Barkat, l'exploitation des 33 centres d'accueils opérationnels à travers le pays reste encore faible. Concernant la loi relative à la protection des personnes âgées, adoptée l'année dernière et sanctionnant l'abandon des ascendants, le ministre de la Famille a indiqué que neuf textes d'application ont été déjà finalisés et six autres sont en cours. Cela même si l'objectif de la Solidarité reste celui de maintenir les personnes âgées dans leur milieu familial. Autre hôte du Conseil de la nation, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière a rassuré, encore, sur l'amélioration de la disponibilité de tous les médicaments et réactifs d'ici la fin avril, évoquant l'engagement des importateurs sinon la conclusion de marchés de gré à gré entre la Pharmacie centrale des hôpitaux et les laboratoires. Abordant le mouvement de protestation des praticiens spécialistes et qu'il a minimisé, Djamel Ould-Abbès a notamment récusé la révision du statut souhaitée, car pouvant entraîner, selon lui, un «effet domino» pour d'autres secteur. Comme il a qualifié d'indécents les propositions d'ordre salarial, estimant que les salaires des praticiens ont déjà bénéficié d'une importante revalorisation salariale et indemnitaire. Soucieux de préserver les intérêts des malades, Djamel Ould-Abbès a toutefois exprimé sa disponibilité au dialogue, d'autant qu'il devrait rencontrer prochainement les représentants de cette corporation.

D'autre part, le ministre des Transports, Amar Tou a indiqué qu'un programme de renforcement du parc de transport ferroviaire a été lancé, pour un montant de 120 milliards de dinars.

C. B.